

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Exécution du budget : plus aucun écart ne sera toléré !

À la faveur d'une réunion avec des responsables des régies financières, des directeurs généraux des agences de l'État et d'autres administrations publiques, le chef de l'État, Brice Clotaire Oligui Nguema, a prévenu qu'il n'accepterait plus que les ressources de l'État soient dispersées et gérées de manière opaque. Il les a tous invités à élaborer des pistes de solutions pour relancer l'économie nationale et définir des mécanismes visant la mobilisation des ressources de l'État dans la perspective du projet de Loi de finances 2024.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Le président du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le général de brigade Brice-Clotaire Oligui Nguema, a reçu jeudi en audience à la présidence de la République une délégation des responsables des régies financières, des directeurs généraux des agences de l'État et d'autres administrations publiques ainsi que le chef de mission de la task force pour le règlement de la dette extérieure.

Cette rencontre a été l'occasion pour les différents responsables d'administrations susmentionnées de faire au chef de l'État un point de la situation des services dont ils ont la charge. Il s'est agi, notamment, de proposer et d'élaborer des pistes de solutions pour relancer l'économie nationale et de définir des mécanismes visant la mobilisation des ressources de l'État dans la perspective du projet de Loi de finances 2024. Mais également d'accompagner les populations en termes d'investissements et autres services. Le président de la Transition, qui a réitéré son engagement en vue de redorer l'image des administrations financières, a instruit ses responsables de s'impliquer pleinement dans ce processus de relance dans la discipline et le respect des textes en vigueur. En effet, face à la gabegie qui a caractérisé l'ancien régime, le nouveau chef de l'État tient absolument à revenir à l'orthodoxie financière. Le CTRI a déjà indiqué qu'il n'accepterait plus que les ressources de l'État soient dispersées au détriment de la caisse principale du pays qui est le Trésor public. Car les charges de l'État ne sont plus respectées à cause de cette dispersion de ressources minières, pétrolières

et du bois. Notamment avec les compensations et exonérations qui sont consenties au détriment de la caisse.

" On doit renflouer les caisses de l'État pour mettre en œuvre les projets d'infrastructures et sociaux pour le bien-être des Gabonais. Toutes les recettes vont être fléchées et l'exécution du budget sera suivie. Aucun écart ne sera accepté car l'heure est aux projets pour les Gabonais ", prévient le CTRI.

NOUVEAU CAP. Selon le spécialiste des systèmes financiers et fonctionnaire international Cédric Achille Mbeng Mezui, les nouvelles autorités du pays devraient, avant tout, recrédibiliser la Loi de finances au Gabon. Car indique-t-il, son exécution aléatoire sur de longues années a entraîné de nombreuses dérives dans le fonctionnement de la Nation. " Nous avons enfin l'opportunité de revoir tout le circuit partant de la confection de notre budget (Loi de finances) à son exécution. Des manquements graves étaient observés comme je le relevais en 2014 dans mon essai " Transformer le Gabon – scénario de la panthère ou de l'écureuil ", a-t-il indiqué dans un entretien accordé à L'Union dans son édition du 7 septembre.

Avant de poursuivre : " En des termes simples, il faut repenser la confection du budget pour que ce dernier exprime la volonté et l'ambition des nouveaux dirigeants à améliorer la vie des Gabonais. Il est possible de mettre en place un budget qui est exécutable à partir du mois de janvier 2024. Il est possible avec un ensemble d'outils de permettre son exécution convenablement tout au long de l'année et éviter les " fausses " queues de budget ".



Photo: AEE

Le président de la Transition en réunion avec les responsables des régies financières.

Transition : un appel du pied au CTRI

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

DÉCIDÉMENT les vieilles habitudes ont véritablement la peau dure. Et ce, malgré les changements intervenus à la tête du pays depuis le 30 août dernier, désormais une date inscrite en lettres d'or dans les annales de l'histoire politico-institutionnelle du Gabon. Alors qu'on s'attendait à un véritable et immédiat changement de mentalité, voilà que six "supposés" leaders politiques, non moins candidats à la dernière élection présidentielle (Gérard Ella Nguema Mitoghe, Jean-Romain Fanguinoveny, Joachim Mbatchi Pambou, Emmanuel Mve Mba, Jean-Delors Biyogou Bi Ntougou et Gervais Oniane) – purement et simplement annulée par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) – viennent malheureusement de doucher les espoirs des partisans du changement voire susciter l'antipathie de nombreux



Photo: DR

Les candidats à la dernière présidentielle demandant d'être reçus par le président du CTRI.

Gabonais.

Ces "poids plumes" de la dernière présidentielle, tout en félicitant les nouvelles autorités, en ont profité pour faire dans la surenchère pour ne pas dire exercer un certain chantage. Ceux qui se considèrent comme des "acteurs principaux de la dernière élection présidentielle" sollicitent du général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema une "attention particulière". (sic).

"Nous sollicitons vivement une rencontre avec le président de la

Transition, pour lui faire part de notre vision dans le contexte en cours ", clament-ils.

Une sortie ayant suscité le courroux, plutôt le mépris d'une bonne frange de l'opinion nationale. Laquelle opinion voit dans ladite initiative une forme de "larbinisme outrancier". Pis de "l'opportunisme" à nul autre pareil. À l'heure des mutations générales, les acteurs politiques, notamment la bande à Emmanuel Mve Mba, porte-parole dudit club, doit l'avoir à l'esprit.